Aux vues de l'intitulé de votre conférence « des ruptures scientifiques aux impacts sociétaux » nous pensons que nous avons des informations à vous transmettre

Nous venons vous parler d'un autre monde possible et de ce que nous refusons

Nous refusons

-Que vous décidiez de notre futur

- Nous refusons votre vision du vivant et particulièrement les modifications génétiques et épigénétiques que vous lui infligez comme s'il était votre propriété et votre jouet.

-Nous refusons votre croyance dans les technosciences pour réparer les dégâts environnementaux, sociaux, économiques et humains qu'elles ont déjà créées.

Nous dénonçons

-**L'irresponsabilité et l'impunité des états et des entreprises qui ne sont préoccupés que par la compétition économique et le pouvoir.**

- Nous dénonçons l'irresponsabilité et l'impunité de nos décideurs institutionnels et politiques qui sont totalement soumis aux lobbies, qui se réfugient derrière des avis d'experts judicieusement choisis afin de valider des choix qui sont loin de défendre les biens communs.

- Nous dénonçons l'irresponsabilité et la mégalomanie de certains chercheurs qui sous couvert d'une quête de connaissance et d'une neutralité totalement fictive s'autorisent à nous imposer leur choix.

La fonction d'un scientifique n'est pas de décider mais seulement de donner un avis scientifique c'est à dire un avis parcellaire qui ne doit en aucun cas minimiser ou écarter les avis de la société civile et les approches plus larges et plus globales environnementales philosophiques, éthiques, sociales et culturelles

Nous rappelons que la société n'a jamais donné pour mission aux techno-scientifiques de modifier le monde vivant jusque dans sa structure ni de nous créer des chimères.

Les biotechnologies agissent dans un domaine primordial le vivant, avec des outils dont elles ne maitrisent pas les conséquences qui sont pour la plupart irréversibles.

C'est pourquoi nous dénonçons la dictature des biotechnologies et de la biologie de synthèse.

Les biotechnologies sont certes des outils de laboratoire intéressants, utiles à « certaine forme » de connaissance du vivant mais nous refusons la diffusion de leurs productions dans notre environnement.

Parce que :

-Un OGM de laboratoire et un OGM diffusé dans l'environnement sont deux « objets » « concepts » différents. Si le premier peut être considéré comme un outil scientifique **le second devient notre problème.** Les considérer comme identiques est stupide aberrant et surtout non scientifique.

Le contexte fait toute la différence.

L'environnement c'est tous nos écosystèmes avec tous les êtres vivants qui les habitent. Ces éco-systèmes sont des systèmes complexes issus d'une lente et longue co-évolution.

En conséquence l'évaluation actuelle pour autoriser la dissémination des OGM dans notre environnement est totalement inadéquate.

- Nous refusons les biotechnologies dans l'environnement parce que nous refusons le brevetage du vivant et sa privatisation. Les OGM sont de fait des produits d'un système économique totalitaire qui exploite le vivant, qui détruit la biodiversité, et accaparent nos biens communs. Ils sont des outils de l'appropriation et de l'exploitation destructrice des ressources

communes et ils mettent les peuples sous dépendance des multinationales.

Dans le contexte plus particulier du groupement d'intérêt scientifique **GIS biotechnologies vertes** nous dénonçons le mariage contre nature public/ privé.

Ce mariage est un mariage OGM par forçage génétique.

Dans le système économique actuel les objectifs d'un vrai service public et d'une entreprise sont aux antipodes l'un de l'autre.

Un service public se devrait d'être au service de la population et du bien commun et non soumis aux entreprises dont l 'objectif principal est le chiffre d'affaires et les dividendes des actionnaires. Et ce n'est pas l'amalgame des termes tel coopérative et multinationale qui change la donne.

Une autre recherche publique est possible. Il suffit de mettre l'argent public dans le service public et de remettre le service public au service du bien commun.

Si aujourd'hui nos banques ont plus de pouvoir que nos états c'est parce qu'ils l'ont reçus de nos politiques**. Nous refusons la spoliation et l'asservissement de notre recherche publique.**

Nous avons également un message particulier pour les porteurs et les participants du projet Genius.

Depuis le début nos dénonçons le mensonge concernant ce projet de recherche qui se dit de recherche fondamentale mais qui travaille avec des partenaires qui font de le recherche et développement pour produire des nouvelles semences génétiquement modifiées.

Malgré les rencontres au ministère et avec les scientifiques, qui ont tenté de nier l'objectif réel de ce projet, la preuve est faite que la science n'est pas neutre. Elle décide à la place des citoyens et certains chercheurs sont loin de l'éthique souhaitée d'autant

qu’ils profitent du service public tout en le détournant de sa fonction qui est d’être au service de la communauté et non de l’entreprise.

Il en est de même pour le ministère de la recherche et de l’agriculture à qui nous demandons si son rôle n’est pas de s’occuper des besoins et des aspirations de tous les citoyens qui les nourrissent plutôt que d’engraisser les entreprises semencières

Ce projet n’avait pas pour but essentiel la connaissance. Son but était non seulement la manipulation des semences avec les nouvelles biotechnologies et leur mise sur le marché mais aussi leur déréglementation et leur acceptabilité sociale.

Si nous dénonçons cette recherche pour autant nous sommes très attachés à un vrai service public que nous défendons et dont nous connaissons les possibilités. Notre recherche publique se doit d’être une recherche responsable démocratique participative.